

Sarkozy : jusqu'au bout au service des riches !

Il est temps que le peuple reprenne le pouvoir

avec Jean-Luc MELENCHON et le Front de gauche

TVA « anti-sociale »

Incroyable ! Alors que le pouvoir d'achat des salariés et retraités est déjà en berne, Sarkozy nous annonce une hausse de 8% de la TVA, l'impôt le plus injuste !

Il s'agirait de réduire les cotisations sociales patronales et d'augmenter la TVA pour financer le manque à gagner de la protection sociale. Ce transfert du financement social sur l'impôt, au lieu de sa mutualisation à partir des profits des entreprises, est prôné au nom de la compétitivité.

En fait, les baisses de cotisations sociales patronales (30 milliards d'euros en 2010) déresponsabilisent socialement les entreprises. Les profits supplémentaires vont aux placements financiers contre l'emploi : 318 milliards d'euros de revenus financiers des entreprises l'an dernier ; 500 000 emplois industriels détruits depuis 2000 ; déficit commercial de la France de 75 milliards d'euros en 2011 !

La TVA, impôt sur la consommation d'autant plus lourd pour les foyers que leur revenu est modeste, freinera encore plus la consommation et, donc, la croissance, incitant encore plus à délocaliser.

Ce n'est pas aux « charges sociales » des entreprises (145 milliards en 2010), utiles pour la promotion des capacités humaines et à la protection sociale, qu'il faut s'attaquer pour accroître l'efficacité économique, mais aux charges financières du crédit et aux dividendes (318 milliards en 2011).

Au terme d'un quinquennat qui a poussé le pays dans la récession et saccagé l'emploi industriel, Sarkozy décide, à quelques semaines des élections, deux énormes nouveaux cadeaux au patronat :

- premier cadeau : un nouvel allègement de 13 milliards d'euros de cotisations sociales patronales essentiellement payé par une hausse forte de la TVA (+ 8% !), autrement dit un coup de poignard dans le pouvoir d'achat populaire.
- second cadeau : la possibilité pour le patronat d'échapper à toute durée légale du temps de travail par le biais d'accords dit de « compétitivité ».

Tout le reste est à l'avenant : matraquage mensonger sur le coût du travail, règle d'or pour les collectivités locales, nouvelle mesure de déréglementation du marché immobilier sous prétexte de crise du logement.

Il a fait comme s'il n'avait, depuis 5 ans, aucune responsabilité dans la destruction de centaines de milliers d'emplois, comme actuellement avec Lejaby ou, en 2007, à Gandrange en Moselle. Il est le premier licencié de France avec les suppressions de postes dans la Fonction publique.

Au lieu de s'attaquer au « coût » du travail, il ferait mieux de s'attaquer aux 318 milliards d'euros versés en 2011 par les sociétés non financières en intérêts aux banques et en dividendes aux actionnaires

Tout cela n'est que l'énième et dernier coup de force présidentiel. Les privilégiés et les financiers auront été servis jusqu'au bout. Les salariés n'ont plus rien à attendre de ce pouvoir. C'est maintenant à la gauche de construire une alternative solide et le Front de gauche va y consacrer toutes ses forces.

2012 doit être l'année de la défaite de Sarkozy et de son clan !



SALARIES, CHOMEURS, PRECAIRES :

ARRETONS LE MASSACRE

INDUSTRIE : DES EMPLOIS SACRIFIES SUR L'AUTEL DU PROFIT

Petroplus, Fralib, Still-Montataire, Mreal, Lejaby, PSA : autant d'exemples de luttes combatives pour la défense de l'emploi industriel. Dans toute la France, des milliers d'ouvriers, d'employés ou de cadres avec leurs organisations syndicales occupent leurs entreprises et sont mobilisés pour défendre l'avenir industriel de la France.

Près de 350 000 emplois ont été supprimés durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy !

La crise du capitalisme financier a des conséquences lourdes sur notre économie. Elle s'attaque au socle de l'activité française : son industrie.

Le bilan est lourd et accablant : près de 900 usines françaises ont été fermées en 3 ans. C'est une saignée constante de notre industrie et de l'emploi.

Loin d'être le résultat d'une fatalité, il s'agit de la conséquence de choix politiques de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement qui hypothèquent gravement l'avenir et l'indépendance de la France.

Faisons entendre le rejet massif de la politique de la droite, faisons entendre notre volonté d'une politique de gauche audacieuse pour les salaires, l'emploi et la protection sociale.

Le PCF, ses partenaires du Front de gauche et leur candidat commun à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon ont des propositions fortes qui touchent l'emploi directement, le pouvoir et l'argent :

- **interdire les licenciements boursiers** et instaurer un moratoire sur la déréglementation des services publics. Abolir la RGPP pour reconstruire des services publics efficaces et utiles à tous,
- **supprimer le dispositif des heures supplémentaires,**
- au projet de gouvernement sur le chômage partiel, opposer **un projet de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus du travail** qui se présente comme une alternative au licenciement,
- **donner des pouvoirs nouveaux, de contrôle et décisionnels pour les comités d'entreprises et les délégués du personnel notamment le droit de veto suspensif,**
- **contrôle strict des aides publiques et surtout réorientation du crédit, pour qu'il favorise le développement d'emploi, la formation et le tissu économique des PME-PMI.** Ce crédit nouveau serait la mission de Fonds publics régionaux, d'un pôle financier public et d'une BCE transformée,
- **mettre fin aux exonérations des cotisations sociales patronales,** indispensables au financement de notre protection sociale.

METTONS NOS FORCES EN COMMUN

PRENEZ LE POUVOIR ! VOTEZ MELENCHON



**JE M'ENGAGE DANS LA CAMPAGNE
DU FRONT DE GAUCHE**

Nom :

Prénom :

Portable :

E-mail :

Ville : Signature :

Je rejoins le Parti communiste français

Je suis intéressé-e à participer aux campagnes du Front de gauche